



Les mutations du monde : usage du levier économique

Même si l'opposition caricaturale entre le collectivisme planifié et le capitalisme sauvage n'est plus de mise, nous savons que la seule loi du marché est incapable de mettre l'économie au service d'un projet de société humaniste.

En économie, comme ailleurs, les solutions résident généralement dans la transformation des approches, davantage que dans les tentatives de régulation des mécanismes anciens. Si les changements en profondeur sont plus lents et plus longs, ils conduisent à davantage de pérennité et d'efficacité. Pourtant, la société actuelle peine à penser et à porter de nouvelles conceptions économiques, se contentant trop souvent d'accompagner les cycles d'évolution, sans les anticiper ni les éviter puis cherchant à en limiter les effets négatifs.

Or, **des alternatives existent.**

Celles qui revendiquent la fermeture des frontières, l'isolationnisme et l'autarcie sont vouées à l'échec.

D'autres, tout en s'inscrivant dans la dimension mondiale de l'économie, cherchent à construire des réponses locales, s'appuyant sur le développement des réseaux et sur la notion d'échange et articulant les dimensions sociale, culturelle, environnementale et économique (coopératives, SEL, réseau d'échange de savoirs, microcrédit, économie circulaire...). Cette approche économique s'appuie sur l'existence de « communs », considérés

comme des biens communs universels : l'eau, la santé, l'éducation, l'énergie. En fait, contrairement à l'image austère qu'a l'économie quand elle n'est que chiffres et graphiques, **c'est dans l'imagination, l'innovation et la créativité que naissent les solutions adaptées à la construction d'une société plus juste, plus solidaire, plus humaniste.**

Le projet de société porté par l'UNSA Éducation ne s'inscrit ni dans un enfermement stérile refusant la dimension mondiale de notre société, ni dans la croyance en une révolution, grand soir annonçant des matins qui chantent.

Pour autant, il n'est pas une acceptation d'une économie débridée et déréglementée, au service de laquelle devrait se mettre le pouvoir politique.

Nous concevons l'économie comme un levier au service d'un projet de société. Nous revendiquons des mécanismes de protection et de régulation de la part des États, de l'Europe et des instances internationales. Nous militons pour la recherche, le développement et l'enseignement d'une science économique capable de porter des modèles alternatifs, d'être inventive et novatrice. C'est pourquoi nous soutenons toutes les approches d'une économie dite sociale et solidaire, capable de remettre l'humain, son rapport aux autres et au monde, au cœur de la société à venir et favorisant notamment le développement local.